



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à



Rapport moral pour l'AG 2022

Un contexte défavorable pour la Palestine

Dans de nombreux pays du monde, des dirigeants affichent une brutalité décomplexée : Netanyahu, Bolsonaro, Modi, le prince héritier MBS, Sissi mais aussi Poutine, Assad, Xi Jinping et bien d'autres. Trump n'est plus là mais les États-Unis poursuivent leur politique impérialiste. Les idées racistes et suprématistes progressent. Cette brutalité va de pair avec une inhumanité accrue vis-à-vis des migrants, des sans-papiers, des sans droits.

Les dirigeants israéliens ne se donnent plus la peine de dissimuler le racisme, l'apartheid, le suprématisme, la violence sans limites. Leur entente avec d'authentiques fascistes, souvent antisémites, ne provoque pas de réaction notable.

Biden a salué le déménagement de l'ambassade et l'accord avec les Émirats. Il ne modifie pas le soutien inconditionnel, politique et militaire, des États-Unis à Israël, même si une tension se fait jour en fin d'année 2021 autour de l'Iran Deal : une forte pression de la part des sionistes étatsuniens et d'Israël s'exerce sur le gouvernement des États-Unis pour qu'il n'assouplisse pas l'accord, comme Biden semble vouloir le faire.

La Palestine fait face à un contexte très défavorable. Les dirigeants israéliens peuvent se permettre en toute impunité d'annoncer l'expulsion de Salah Hamouri et de continuer à emprisonner de simples citoyens comme des responsables politiques palestiniens. Les vols de terres ou les bombardements sur Gaza ne s'arrêtent pas. Le blocus de Gaza entre dans sa 15^e année ! 6 à 7 % de la population de la Bande de Gaza est handicapée (une proportion 7 à 10 fois supérieure à celle de la France par exemple). C'est le prix des différentes opérations militaires de Tsahal (bombardements, tirs des snipers et de la marine) et du blocus (qui réduit les possibilités médicales et chirurgicales de Gaza).

Cette brutalité s'est aussi manifestée contre les Bédouins du Néguev et de la vallée du Jourdain, alors qu'on aurait pu espérer une accalmie quand les énergies devraient se concentrer dans la lutte contre la pandémie. Non seulement les Bédouins n'ont pas reçu le même soutien que les autres Israéliens pendant la période de confinement mais, pendant ce temps la politique de judaïsation des terres des Bédouins du Néguev s'est poursuivie : démolitions, expulsions et répression... Et suite aux accords électoraux avec le député musulman Mansour les répités sont dérisoires.

Le projet d'annexer *de jure* une large partie de la Cisjordanie n'a pas été réalisé, mais l'annexion de fait existe bien. La « judaïsation » du Néguev, de la vallée du Jourdain et de quartiers entiers de Jérusalem et de Haïfa se poursuit.

Dans le monde arabe, les complices de l'impérialisme américain semblent aujourd'hui dominants et les voix solidaires avec la Palestine sont rares et peu audibles, alors même que les peuples arabes sont du côté des Palestiniens. Les États arabes féodaux du Golfe, rejoints par le Maroc, se sont rangés du côté de la « normalisation » de l'occupation coloniale de la Palestine par Israël. Les Émirats et Bahreïn ont franchi le pas et le souverain d'Arabie Saoudite – lui-même coupable de bien des crimes, notamment au Yémen –,

appelle les Palestiniens à capituler. Ce camp impérialiste, avec des relents racistes et fascistes, ne dispose pas seulement de la suprématie militaire. Il pèse aussi sur Facebook, Paypal, Western Union, Zoom et bien d'autres qui entravent en permanence le soutien à la Palestine.

L'Union européenne et le gouvernement français pratiquent une autre forme de complicité avec l'occupant : déplorations purement verbales lors des manifestations les plus criantes des violations du droit international et des atteintes aux droits humains des Palestiniens, notamment depuis la pandémie qui a donné l'occasion à Israël de pratiquer clairement une politique vaccinale d'apartheid. Impassibilité devant la menace d'expulsion d'Israël qui pèse sur Salah Hamouri alors qu'il a la double nationalité française et israélienne

Le plus ancien prisonnier politique, qui s'est engagé aux côtés des Palestiniens, est détenu depuis 37 ans en France, c'est Georges Ibrahim Abdallah. Le Liban était prêt à l'accueillir mais les pressions étatsuniennes et israéliennes suffisent à faire obtempérer la France qui le maintient en prison alors qu'il est libérable depuis 1999.

La Palestine subit les coups, mais ne s'écroule pas.

Cette année a été marquée d'événements très significatifs.

L'apartheid

La reconnaissance du régime d'apartheid en Israël est de plus en plus largement partagée dans le monde depuis la publication des rapports de B'Tselem et de Human Rights Watch. Ces rapports, largement documentés, développent de façon incontestable comment cet « État-Nation du peuple juif » a instauré et continue d'approfondir le traitement séparé des populations. Israël a ainsi organisé la fragmentation du peuple palestinien par des modes de privation de liberté et d'oppression spécifiques en Israël-48, dans les territoires occupés, à Gaza et dans la diaspora.

La publication successive de ces rapports a fait beaucoup de bruit parce qu'ils mettent en évidence ce que les Palestiniens vivent et affirment depuis longtemps déjà. La démonstration de ces organismes, israélien pour l'un et états-unien pour l'autre, a évidemment beaucoup plus attiré l'attention des Européens et Américains que toute la production intellectuelle palestinienne sur le sujet. Quoi qu'il en soit, cette reconnaissance est importante à plusieurs égards : elle ouvre la voie à une condamnation d'Israël pour crime contre l'humanité (ce qu'est le crime d'apartheid) et elle s'ajoute à l'enquête de la Cour Pénale Internationale sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans les territoires palestiniens occupés ; elle a, par ailleurs fortement résonné lors du soulèvement palestinien de mai 2021 qui a porté un coup à la fragmentation de ce peuple dispersé de force depuis 73 ans.

L'unité palestinienne

Les menées des colons contre les Palestiniens de Jérusalem lors des soirées de Ramadan et dans les assauts à Sheikh Jarrah pour expulser des familles des maisons de ce quartier et les ratonnades racistes en Israël ont déclenché en mai dernier une flambée de colère tant des Palestiniens d'Israël qu'en Cisjordanie occupée et à Gaza. Des Palestiniens habitant des villes d'Israël à forte population palestinienne se sont soulevés courageusement en même temps que des militants de Gaza réagissaient aux pluies de fer israéliennes qui ont détruit nombre de bâtiments d'activités et d'habitation, tuant des familles entières. Les nombreux Palestiniens réfugiés ou exilés se sont également vivement mobilisés. Cette violence des colons a, paradoxalement, contribué à la réanimation de l'unité du peuple palestinien – élément qui prend place dans l'expression de nouvelles stratégies dans la résistance palestinienne. Est mise en question non seulement l'occupation de la Cisjordanie, du Golan et de Jérusalem Est et le blocus de Gaza, mais l'occupation de toute la terre palestinienne de la mer au Jourdain.

Malgré les trahisons, malgré la torture légalisée, les arrestations d'enfants, les attaques contre les villages, les vols de terre, l'enfermement complet de Gaza et les bombardements périodiques, les Palestiniens continuent de refuser de capituler. Ils « font société », essayent de cultiver, de produire, de développer les arts et la culture quand c'est encore possible, éduquent les enfants, reconstruisent inlassablement et s'accrochent à leurs terres. La division politique perdue, indiscutable victoire de l'occupant, mais la société civile avec son fourmillement d'associations, grandes ou petites, ne s'est pas écroulée. Elle compte sur notre solidarité.

Cette solidarité est d'autant plus nécessaire que le gouvernement israélien a déclaré illégales en les accusant de terrorisme, six organisations palestiniennes majeures de la défense des droits, le 19 octobre 2021. Ce sont : Al-Haq, qui contrôle les violations des droits de l'homme en Palestine occupée et qui a joué récemment un rôle important en fournissant de l'aide au Procureur de la Cour Pénale Internationale dans son enquête sur les crimes commis par Israël en Palestine occupée ; Addameer, qui fournit de l'assistance aux prisonniers palestiniens et met en évidence la torture infligée par Israël aux prisonniers ; Défense des Enfants International (Palestine) qui défend le bien-être des enfants en Palestine occupée ; l'Union des Comités du Travail Agricole, l'Union des Comités des Femmes Palestiniennes et le Centre Bisan pour la Recherche et le Développement. C'est un coup très grave porté à la société civile palestinienne, qui montre aussi qu'Israël, craignant les résultats attendus de l'enquête de la Cour Pénale Internationale, ne recule devant rien pour tenter de freiner le processus. Des protestations sont venues du monde entier, mais aucun gouvernement n'en a profité pour prendre des sanctions contre Israël qui agit une fois de plus en toute impunité. Pire, l'Union Européenne, tout en réaffirmant l'importance du rôle de la société civile et en disant regretter la mesure prise par Israël, se contente de demander des éclaircissements sur les « preuves secrètes » détenues sur ces organisations et, en attendant, suspend les financements qu'elle s'était engagée à leur octroyer.

Les réflexions stratégiques des Palestiniens se développent dans plusieurs directions. La dénonciation du rôle de l'Autorité Palestinienne inactive face aux menées israéliennes, se généralise dans les territoires occupés et ailleurs. Le refus de la normalisation se manifeste clairement. Le plaidoyer pour un mouvement de libération nationale revient au-devant de la scène dans une argumentation qui l'oppose à la seule lutte pour les droits. Un nouveau mouvement s'est créé pour la libération de la Palestine de la mer au Jourdain.

En Israël, le camp anticolonialiste est faible. Mais il s'est aussi radicalisé. La remise en cause de tous les fondements du sionisme progresse. Même Zeev Sternhell, décédé en juin 2020 et qui n'avait jamais rompu avec le sionisme, a décrit la fascisation de la société israélienne.

Les espoirs du mouvement de solidarité

Ce sombre tableau serait incomplet si on n'examinait pas aussi les espoirs nés dans la dernière période. Aux États-Unis, le soutien inconditionnel à Israël est de plus en plus impopulaire. La prise de conscience de la nature coloniale du projet sioniste et du régime à l'œuvre en Palestine-Israël gagne du terrain parmi les jeunes juifs étatsuniens qui se rallient à la critique d'Israël. L'audience de JVP (Jewish Voice for Peace) progresse, ainsi que celle d'autres associations juives anticoloniales.

Le mouvement de solidarité en France et en Europe a une très grande responsabilité. Encore faut-il qu'il sache trouver unité, cohérence et efficacité.

Depuis des années, l'UJFP dénonce l'apartheid, prône un boycott total de l'occupant, explique qu'Oslo était une gigantesque illusion et qu'il est fondamental de dénoncer l'idéologie sioniste. La réalité fait que ceux qui contestaient ces positions sont de moins en moins nombreux. Pourtant le mouvement de solidarité reste divisé et peu efficace. Le Collectif national pour une paix juste mobilise peu, même quand il a l'initiative. Nous poursuivons notre présence dans la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine qui porte des campagnes, notamment en lien avec la Coordination Européenne des Comités et associations pour la Palestine dont nous

faisons partie et qui agit au quotidien auprès du Parlement Européen pour renforcer le soutien à la Palestine afin de peser sur les décisions de l'UE – tâche très difficile, vu la complicité de l'UE avec Israël. La Plateforme représente la France dans le comité international de pilotage de l'initiative citoyenne européenne visant à interdire les activités économiques avec les colonies illégales.

Nous sommes également membre fondateur du Collectif Juif International pour la Justice en Palestine, qui regroupe une quinzaine d'associations dans une dizaine de pays sur les cinq continents.

L'UJFP est engagée depuis 2016 dans une solidarité concrète avec les paysans de la Bande de Gaza pour leur permettre de produire, d'en vivre et de nourrir ce territoire sous blocus. Des conventions successives signées avec Humani'Terre ont permis la construction d'une pépinière de plants de légumes qui connaît un grand succès. Nous soutenons cette action, de même que la réalisation de films par des citoyens de Gaza, parce que la survie de 2 millions d'habitants assiégés et enfermés par Israël est un enjeu politique majeur de la période actuelle.

L'UJFP relaie *Gaza Stories*, cette série de court-métrages qui, semaine après semaine présente des images des différentes formes que prend la résistance des Palestiniens de Gaza. Des images importantes à diffuser car elles contrebalancent celles diffusées par nos médias -ainsi que les préjugés- copies conformes de la propagande israélienne.

6 à 7% de la population de la Bande de Gaza est handicapée (une proportion 7 à 10 fois supérieure à celle de la France par exemple). C'est le prix des différentes opérations militaires de Tsahal (bombardements, tirs des snipers et de la marine) et du blocus qui réduit les possibilités médicales et chirurgicales de Gaza. L'UJFP, en collaboration avec l'AFPS et d'autres associations de solidarité a été moteur dans la tournée en France de 3 Palestiniens de Gaza qui ont présenté un film « *Gaza, balle au pied* » et échangé avec plus de 1500 personnes dans 30 villes différentes.

L'UJFP est lancée dans un combat idéologique frontal contre le sionisme. Un livre collectif de l'UJFP, retraçant, à travers de nombreux textes, les principales positions antisionistes historiques défendues dans différents milieux juifs et donnant la parole à de nombreux Juifs qui se sont opposés ou s'opposent toujours au sionisme, est en cours de réalisation et devrait être publié en 2022.

Enfin l'UJFP s'inscrit pleinement dans le mouvement de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS) initié et dirigé par la société civile palestinienne. Ce mouvement est indispensable pour mettre fin à l'impunité d'Israël. Il progresse fortement dans l'opinion publique internationale, qu'il s'agisse des syndicats, des nombreuses associations anticapitalistes et anti-impérialistes, des personnalités influentes, voire de certains gouvernements. Il marque des points, en particulier dans le monde culturel, de nombreux artistes ou personnalités refusant d'accepter des invitations officielles. La reconnaissance de la nature d'apartheid du régime israélienne et les démarches de la Cour Pénale Internationale ont stimulé le BDS. En France, malgré la volonté de contrôle ou la répression des autorités contre le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, la Campagne BDS se poursuit, par la participation aux campagnes internationales telles que celles visant les sociétés PUMA ou AXA, par la dénonciation des tentatives de blanchiment de l'apartheid israélien par des initiatives culturelles ou sportives ou par une sensibilisation du public à la nécessité du BDS. Bien que le volet « Sanctions » du BDS soit loin d'être atteint, la complicité des Autorités les discréditent de plus en plus.

En France, du racisme d'État à la fascisation du débat public

L'offensive raciste de l'État macronien s'est poursuivie avec la dissolution du CRI, la surveillance accrue des mosquées et le vote de la loi « séparatisme » en juillet 2021, qui crée un nouvel arsenal islamophobe. Cette offensive se déroule dans un climat de fascisation du débat public, marqué par la montée en puissance du

candidat de la droite réactionnaire, pétainiste, homophobe, sexiste et raciste : Eric Zemmour et par la contagion des idées xénophobes dans tous les secteurs de la droite et certaines parties de la gauche comme le montre la campagne du PCF autour de Fabien Roussel, la présence de Yannick Jadot à une manifestation policière contre la Justice ou les coups de menton d'Anne Hidalgo.

Cette montée du discours raciste s'accompagne d'actes racistes de plus en plus nombreux – attaques de mosquées par exemple – et atteint aussi des Juifs avec une montée du complotisme antijuif autour des manifestations antivax et dans les réseaux sociaux, et le maintien d'un nombre assez important d'incidents antisémites – pancartes, tags, profanations de stèles et de cimetières... L'accusation d'antisémitisme est portée contre les « quartiers » quand le vieil antisémitisme d'extrême droite bénéficie d'une étrange mansuétude. Le gouvernement persiste à faire de l'antisémitisme un racisme à part, considérablement plus important à ses yeux que la négrophobie, l'islamophobie, l'asiaphobie ou l'antitsiganisme qu'il ignore, nie, couvre ou minimise... Certains groupes de gauche relayent ce point de vue sous la forme d'accusation faite à la gauche de ne pas s'intéresser à l'antisémitisme.

Cette offensive et ces accusations contribuent à affaiblir et diviser le camp antiraciste qui est parfois en recul.

Paradoxalement, l'antiracisme décolonial a d'une certaine manière gagné la bataille culturelle, ses thèmes et ses pratiques intersectionnelles ont largement irrigué le champ de réflexion publique – ce dont s'affligent des membres du gouvernement qui tentent de lancer une offensive dans l'Université contre « l'islamo-gauchisme ». La publication de Guides décoloniaux et les actions de la BAN (Brigade anti-négrophobie) ou du CRAN – en juin 2021, Franco Lollia a été condamné à une amende pour son action sur la statue de Colbert située devant l'Assemblée nationale – ont reçu un accueil favorable qui va au-delà de leur base habituelle et la réflexion post-coloniale progresse dans le monde universitaire.

La construction d'une plateforme antiraciste avec l'UJFP, le CCIF, la BAN, La Voix des Roms et le CRAN s'est trouvée interrompue, même si nous nous sommes efforcés de conserver nos liens et notre solidarité avec nos partenaires et avec le CCIE naissant. De même, mais cette fois principalement du fait de la pandémie, les interventions scolaires de l'UJFP ont cessé. Il faudra les relancer malgré le climat de formatage créé par Blanquer.

Nous avons maintenu nos liens avec Romeurope et La Voix des Roms, manifestant notre solidarité et notre présence dans la majorité des différents évènements que ces deux organisations ont organisés.

Les manifestations antivax, quand elles étaient animées par l'extrême droite, ont vu reparaître fantasmes et slogans antisémites autour de l'idée d'un complot juif lié à la pandémie et aux vaccins.

Profitant de cet espace antiraciste affaibli, a surgi la tentative de certains de recentrer l'action **antiraciste autour de** la question d'une lutte se voulant prioritaire contre l'antisémitisme avec, à la manœuvre, des dirigeants du Mouvement Ensemble! et de Mémorial 98 et une petite nébuleuse "libertaire" autour des JJR (Juives et Juifs Révolutionnaires) rassemblés au sein du RAAR (Réseau d'action contre l'antisémitisme et tous les racismes). Les rassemblements organisés par les JJR et le RAAR ont vu se développer une agressivité contre la gauche qui, selon eux, « ne prendrait pas en compte la lutte contre l'antisémitisme », en visant tout particulièrement l'UJFP accusée d'être "complaisante" avec l'antisémitisme, voire même d'être carrément antisémite, comme cela a été affirmé à plusieurs reprises. L'UJFP n'a pas de leçons de lutte contre l'antisémitisme à recevoir de quiconque, elle qui a derrière elle une longue production contre l'antisémitisme et toutes les formes de racismes, comme en témoignent les deux éditions de l'ouvrage collectif *Une parole juive contre le racisme*. Mais elle mène cette bataille d'une manière qui lui est propre, différente de celle que certains voudraient lui imposer, s'inscrivant en faux contre la hiérarchisation des formes du racisme et l'instrumentalisation de l'antisémitisme par le sionisme et l'État d'Israël.

Des résistances persistent

Cette année encore, l'UJFP s'est fortement investie dans le soutien aux luttes des sans-papiers et contre le racisme.

Les résistances se maintiennent, avec montée en puissance, détermination et soutien grandissant des syndicats (CGT, Solidaire, Sud...)

La situation intenable faite aux exilés par les lois xénophobes macronistes qui entrent en application – avec les OQTF (Obligation de quitter le territoire français) et les IRTF (Interdiction de retour sur le territoire français) notamment qui empêchent tout espoir de régularisation et de retour en France pour des dizaines de milliers de sans-papiers – n'entame pas la résistance de ces derniers et les grèves continuent. Après 22 mois de grève, la lutte des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles a abouti à une victoire en mai 2021 et à un accord historique. En octobre 2021, près de 300 travailleurs sans papiers sont entrés en grève, avec le soutien de syndicats (CGT, Solidaires, Sud...). Ils sont en lutte contre des enseignes connues ou leurs sous-traitants : Monoprix, Eiffage, Manpower, Bouygues, Chronopost...

L'organisation des migrants progresse

L'année 2021 est marquée par un développement important des luttes des travailleurs sans papier. Ce sont de plus en plus les migrants eux-mêmes qui en maîtrisent l'agenda et les formes. Avec plusieurs grands axes

- Lutte pour des conditions de travail dignes avec des horaires réguliers et paiements des heures supplémentaires, sans subir le chantage permanent du licenciement, conditions qui font d'eux des travailleurs sous-payés et corvéables à merci, pour le plus grand profit des entreprises qui les emploient, dont des entreprises publiques. Ceci passe évidemment par la régularisation de toutes et tous.
- La dématérialisation du traitement des demandes de régularisation est une véritable machine à fabriquer des sans-papiers. Dans diverses grandes villes, ils manifestent devant les préfectures contre l'impossibilité d'obtenir des rendez-vous.
- Les luttes se développent également dans les foyers pour travailleurs migrants, avec notamment la Copaf (Collectif pour l'avenir des foyers). Les travailleurs combattent les expulsions pour des motifs fallacieux, expulsions de plus en plus suivies de la mise à la porte immédiate des concernés. Actuellement, les foyers, qui sont « appelés à disparaître » sont remplacés par des « résidences » (théoriquement avant le logement en HLM). Les gestionnaires de ces résidences, dites « sociales » imposent des règlements intérieurs particulièrement restrictifs des droits : interdiction, sous peine d'expulsion, d'y accueillir sa femme, un de ses enfants ou tout autre membre de sa famille, suppression des espaces collectifs, interdiction de se réunir...
- Co-organisation du contre-sommet Afrique-France de Montpellier des 7, 8 et 9 octobre par la Marche des solidarités et les collectifs de sans-papiers sur le thème « Il est fini le temps des colonies ». Sept sans-papiers ont été interpellés à leur descente du train.
- Préparation, par la Marche des solidarités et les collectifs de sans-papiers de deux grandes mobilisations unitaires et le plus large possibles (CSP, associations, syndicats, partis), dans une optique de convergence des luttes, pour les régularisations des sans-papiers et les droits des migrants, contre

le racisme, les violences policières et pour la solidarité. Deux dates ont été retenues : le 18 décembre, Journée internationale des migrants, et le 19-20 mars, journée mondiale contre les violences policières et le racisme.

Reconstruire la Plateforme antiraciste et interpeller alliés, élus et partenaires

L'apparition publique de la Plateforme antiraciste, formée avec la BAN, le CRAN (Conseil Représentatif des Associations Noires de France), le CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France) et La Voix des Roms a été un des éléments nouveaux du paysage politique antiraciste. L'offensive du racisme d'État a conduit à un repli. La naissance du CCIE permettra sans doute de relancer un travail commun. Mais c'est bien d'un travail de reconstruction qu'il s'agit.

Il reste à surmonter les divisions du mouvement social et les exclusions qu'elles génèrent parfois. L'UJFP, quant à elle, souhaite travailler dans l'unité avec le mouvement antiraciste politique.

La circulation d'informations et le soutien mutuel permettent d'établir une confiance et d'agir ensemble contre les manifestations les plus marquantes du racisme institutionnel et institutionnalisé.

L'UJFP poursuit, dans ce cadre, la diffusion d'*Une parole juive contre le racisme* et des clips réalisés pour l'illustrer. Elle s'efforce d'améliorer sa communication en rénovant son site Internet et en participant à l'expérience d'une radio animée par les jeunes de l'association.

Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Téléphone : 07 81 89 95 25 • E-mail : contact@ujfp.org : • Site web : www.ujfp.org

Page facebook : www.facebook.com/UJFP.Officiel • Compte twitter: @contactujfp